

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 2

Numéro dans les séries spéciales :
1685 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

RECouvreMENT DES DROITS AFFERENTS
AUX EXAMENS ET AUX CONCOURS
ORGANISES PAR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE

DOCUMENT A ANNOTER

Néant.

Au budget de 1968, une ligne nouvelle a été ouverte aux produits divers, rubrique « Agriculture », pour l'imputation des droits d'inscription aux examens et aux concours organisés par le Ministère de l'Agriculture, dont les taux ont été fixés en dernier lieu par un arrêté interministériel en date du 8 mai 1967, publié au *Journal officiel* du 13 juillet 1967.

La présente instruction a pour objet d'exposer l'économie générale du régime comptable afférent à ces droits d'examen (1).

- (1) Ces dispositions ne concernent que les droits dont le taux excède 10 F, les droits n'excédant pas 10 F étant réglés par l'apposition de timbres fiscaux sur les demandes d'inscription aux examens et concours.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION

GT

13

RGP

TPG

DOM

RF

P

I. — Recouvrement direct par les comptables subordonnés du Trésor.

Les droits d'inscription aux examens et aux concours relevant du Ministère de l'Agriculture peuvent être réglés aux guichets de tous les comptables directs du Trésor.

ENCAISSEMENT DES DROITS D'EXAMEN

Lors du paiement des droits, les candidats doivent présenter le bulletin de versement qui leur a été remis avec les diverses pièces composant le dossier d'inscription. Sur le bulletin figurent le nom du candidat, la mention de l'examen ou du concours, et le montant des droits.

Pour tout versement, les comptables délivrent une quittance à souche P. 1 A (paiement en numéraire), ou une déclaration de recette P. 1 E. si le règlement est effectué par chèque bancaire, virement postal ou mandat, auquel cas ladite déclaration de recette doit être envoyée sans délai sous enveloppe à l'intéressé. Le bulletin de versement est annoté du numéro et de la date de la quittance (ou de la déclaration de recette) remise à la partie versante.

Les recettes sont comptabilisées selon les modalités prévues par l'instruction « R. 3 » du 1^{er} octobre 1956. Les comptables subordonnés imputent le produit des droits d'examen au compte 37-027 « Recettes diverses » sous-compte 7 « Encaissements divers », rubrique « Autres encaissements à classer ».

TRANSFERT DES RECETTES

Le montant des droits d'inscription aux examens et aux concours susvisés fait l'objet d'un transfert aux comptables supérieurs dans le cadre du versement journalier prescrit par l'instruction n° 65-103 - R. B. K. S. du 20 décembre 1965.

II. — Opérations effectuées par les comptables supérieurs du Trésor.

ENCAISSEMENT DES DROITS D'EXAMEN

Les droits d'examen précités peuvent être payés directement aux guichets des comptables supérieurs du Trésor. Ceux-ci délivrent à la partie versante pour tout encaissement une déclaration de recettes, qui doit comporter les mentions prévues ci-dessus au paragraphe I.

CENTRALISATION ET IMPUTATION DES RECETTES

Les comptables supérieurs du Trésor imputent le montant des droits d'examen encaissés à leurs guichets ou centralisés dans leurs écritures au compte 06-014 « Produits divers », à la ligne « Droits d'inscription aux examens et aux concours organisés par le Ministère de l'Agriculture » ouverte à la rubrique « Agriculture ».

JUSTIFICATION DES RECETTES

Mensuellement, les Trésoriers-Payeurs Généraux établissent en double exemplaire un état récapitulatif des droits recouverts classés par catégorie d'examens et de concours. Les comptables supérieurs conservent l'un des exemplaires de l'état avec les bulletins de versement. Le second exemplaire est remis au Directeur départemental de l'Agriculture, qui émet un titre de régularisation dans les conditions prévues par l'instruction « A. 7 » du 31 octobre 1964 sur le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le titre de recette est appuyé de l'état récapitulatif.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,
P. PÉPIN.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

A R R E T E

**fixant les droits d'inscription aux examens
et aux concours organisés par le Ministère de l'Agriculture.**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

- Vu l'article 48 de la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951, et notamment ses alinéas 3 et 4 relatifs aux taux et modalités de perception des droits d'inscription, de scolarité, d'examen, de concours, de diplôme dans les établissements de l'Etat, des droits d'inscription aux concours organisés par l'Etat et des droits d'examen en vue de l'obtention des diplômes délivrés par l'Etat ;
- Vu la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles ;
- Vu le décret n° 61-632 du 20 juin 1961, portant application de la loi du 2 août 1960 précitée, modifié par les décrets n° 64-888 du 20 août 1964 et n° 66-32 du 7 janvier 1966 ;
- Vu le décret n° 63-431 du 30 avril 1963 relatif à la reconnaissance des établissements d'enseignement agricole privés et notamment ses articles 8 et 9 prévoyant des examens professionnels habilitant à enseigner dans lesdits établissements ;
- Vu le décret n° 64-885 du 20 août 1964 portant organisation du brevet d'apprentissage, du brevet d'enseignement agricole et d'agent technique agricole et du brevet de technicien agricole ;
- Vu le décret n° 51-135 du 5 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes imputables aux budgets de l'Etat, aux budgets annexes, au budget des établissements publics nationaux, modifié par le décret n° 53-1271 du 24 décembre 1953 ;
- Sur la proposition du Directeur général de l'Enseignement et des Affaires professionnelles et sociales,

ARRETENT :

ARTICLE 1^{er}. — Les taux des droits d'inscription aux examens organisés à l'initiative et sous le contrôle du Ministre de l'Agriculture sont fixés conformément aux indications du tableau ci-après.

INSTRUCTION
N° 68-32 - A 7
du
12 mars 1968.

DESIGNATION DES EXAMENS	TAUX du droit d'inscription.
	(En francs.)
Examens ouverts en vue de l'attribution des diplômes suivants :	
— Brevet d'apprentissage agricole.....	3
— Brevet professionnel agricole.....	4
— Brevet d'enseignement agricole et d'agent technique agricole :	
— Première partie.....	8
— Deuxième partie.....	10
— Brevet de technicien agricole :	
— Première partie.....	25
— Deuxième partie.....	35
— Brevet de technicien supérieur agricole.....	30
— Diplôme d'études agricoles du second degré.....	25
— Certificat d'aptitude au professorat dans les collèges et écoles ou cours professionnels agricoles.....	40
— Examens professionnels prévus par les articles 8 et 9 du décret n° 63-431 du 30 avril 1963 :	
— Article 8.....	15 (par section)
— Article 9.....	32

ARTICLE 2. — Les taux des droits d'inscription aux concours d'entrée sur épreuves aux écoles ci-après désignées sont fixés comme suit :

	Francs.
— Ecoles d'industrie laitière (arrêté du 14 juin 1962 modifié par arrêté du 22 février 1963) :	
— Sections de formation d'agents techniques.....	10
— Sections de formation de techniciens supérieurs.....	12
— Ecoles nationales féminines d'agronomie (arrêté du 8 mai 1964, modifié par arrêté du 20 août 1964, portant organisation des écoles d'enseignement technique agricole féminin).....	25
— Ecoles nationales d'ingénieurs des travaux (art. 13 et 14 du décret n° 61-632 du 20 juin 1961 et arrêté du 11 mai 1965).....	30
— Ecole nationale supérieure féminine d'agronomie.....	30
— Ecole nationale supérieure d'horticulture.....	32
— Ecoles nationales supérieures agronomiques et écoles nationales des industries agricoles et alimentaires.....	35

(Pour cette dernière catégorie, le droit d'inscription pour un seul des concours d'admission aux établissements d'enseignement supérieur agricole est fixé, conformément à ce qui précède, à..... 35
Le droit d'inscription supplémentaire pour chacun des autres concours auxquels se présenterait simultanément un candidat est fixé à..... 30
Les candidats boursiers nationaux français ne versent que..... 25
pour le premier concours et..... 22
pour chacun des concours suivants.)

ARTICLE 3. — Le Directeur général de l'Enseignement et des Affaires professionnelles et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au *Journal officiel*.

INSTRUCTION
N° 68-32 - A 7
du
12 mars 1968.

Fait à Paris, le 8 mai 1967.

Le Ministre de l'Agriculture,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur des études économiques et du Plan,

G. ROUGIÉ.

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Budget,

Par empêchement du Directeur du Budget :

Le Sous-Directeur,

GUY VIDAL.